La « guerre prolongée » des FARC

Daniel Pécaut

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/10163>

DOI : 10.4000/echogeo.10163

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Daniel Pécaut, « La « guerre prolongée » des FARC », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 15 décembre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/10163> ; DOI : 10.4000/echogeo.10163

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

La « guerre prolongée » des FARC

Daniel Pécaut

- 1 Deux caractéristiques des FARC (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia) retiennent d'emblée l'attention. Leur longévité, d'abord : elles se sont officiellement constituées comme telles en 1966 et ont donc plus de quarante ans. Le maintien de leur cohésion ensuite: en dépit de l'impressionnante expansion territoriale qu'elles ont connue à partir de 1980 et des ressources économiques qu'elles ont alors maniées, leur unité organisationnelle est demeurée intacte jusqu'à tout récemment. Mais ce serait une erreur de sous-estimer leurs transformations au cours des décennies et celles de leurs formes d'emprise sur la société. Les discontinuités sont au moins aussi considérables que les continuités.

La phase de formation

- 2 Un rappel s'impose. Les phénomènes de violence politique et sociale et de guérillas n'ont presque jamais cessé de marquer l'histoire colombienne depuis l'Indépendance. Leur récurrence est avant tout liée à la précarité de la constitution tant matérielle que symbolique de l'unité nationale. Traversé par trois cordillères des Andes, le territoire colombien est profondément fragmenté en raison des difficultés de communication d'une région à l'autre et les pouvoirs locaux ont fréquemment été en mesure de défier l'autorité de l'Etat central. À la place de l'Etat, ce sont deux partis politiques rivaux, le parti libéral et le parti conservateur, qui, à travers leurs réseaux de clientèles, ont encadré la population et lui ont inculqué des identités collectives tout en l'entraînant dans d'innombrables guerres intestines. Le paradoxe est que les turbulences sociétales n'ont presque jamais remis en cause l'hégémonie des élites économiques et sociales : ce qui explique l'exceptionnelle stabilité institutionnelle de la Colombie. La complémentarité de l'ordre et la violence constitue dans la longue durée le contexte dans lequel opère une guérilla comme les FARC.
- 3 Il est néanmoins deux antécédents plus immédiats à la formation des FARC. Elles se situent au départ, dans le prolongement des luttes agraires qui ont marqué la Colombie

depuis 1920 et des formes d'autodéfense paysanne constituées pendant la période de la *Violencia* (1946-1960).

- 4 Les luttes agraires tiennent à la concentration de la terre qui a toujours prévalu et donc au nombre important de « paysans sans terre ». Mais elles renvoient aussi à un processus qui a revêtu une ampleur particulière en Colombie et se prolonge jusqu'à maintenant : la colonisation continue de régions encore presque inoccupées et largement soustraites à l'autorité et aux investissements de l'État. La violence accompagne fréquemment cette conquête de nouvelles frontières dans la mesure où les premiers occupants, qui se recrutent parmi les plus pauvres, parviennent difficilement à obtenir des titres de propriété et sont régulièrement refoulés par les membres des élites économiques et politiques. La guérilla trouve d'entrée de jeu une base d'appui parmi cette population de colons.
- 5 L'épisode de la *Violencia* est l'autre origine des FARC. Cette guerre civile commencée en 1946 à l'occasion d'une alternance du parti au pouvoir, exacerbée par l'assassinat en 1948 de Gaitán, le très populaire leader du parti libéral puis par l'accession à la présidence d'un conservateur, Laureano Gómez, émule de Franco, ne s'est achevée que vers 1960 en laissant un bilan de 200 000 morts. Constamment imprégnée par le sectarisme partisan, elle s'est manifestée entre les populations de hameaux voisins par des affrontements d'une atrocité comparable à celle de la guerre d'Espagne. Les autodéfenses paysannes, certaines influencées par le parti communiste, se constituent comme mécanismes de résistance.
- 6 Le noyau initial des FARC est issu de ces deux expériences. Manuel Marulanda, le leader militaire incontesté de l'organisation jusqu'à sa mort en 2008, en est le symbole. Jacobo Arenas, qui se présente davantage comme stratège politique, sera jusqu'à sa mort (naturelle) en 1990 son autre figure majeure. Dès 1964, l'attaque de l'armée contre les principaux foyers d'autodéfense communiste, en particulier celui de Marquetalia, provoque son ralliement à un nouveau style de lutte armée contre le régime. L'épisode de Marquetalia, dont Marulanda a été le protagoniste, va être à la base du récit fondateur qui va par la suite servir à légitimer la poursuite du combat. À travers Marulanda se construit une vision « paysanniste » qui va survivre à l'urbanisation rapide du pays – 30 % en 1965, 78 % en 2008 – et au changement du profil de la population des zones de colonisation.
- 7 Le milieu des années 1960 correspond aussi au moment de l'effervescence politique qui s'empare de l'Amérique Latine à la suite de la victoire castriste. Deux et bientôt trois autres organisations de guérilla, l'ELN (Ejército de Liberación Nacional), marquée par le guévarisme et la théologie de la libération), l'EPL (Ejército Popular de Liberación), maoïste, et le M19 (Movimiento 19 de abril¹), nationaliste, voient le jour dans cette période. Les FARC s'en distinguent en ce qu'elles restent subordonnées à un parti communiste particulièrement orthodoxe, peu sensible aux sirènes guévaristes et autres, attentif avant tout aux luttes syndicales urbaines et aux résultats électoraux, et cela même s'il tire beaucoup de son influence de son implantation rurale. Cette orthodoxie fera que le parti sera accusé de révisionnisme par les autres courants de gauche et que la subordination des FARC à son égard leur vaudra longtemps la même stigmatisation. Elles n'oublieront jamais cet affront et n'auront de cesse d'affirmer ensuite leur suprématie sur les autres organisations armées quitte à entraver les tentatives de coordination. La tutelle du parti au cours de cette phase aura pourtant l'avantage de les mettre à l'abri des déchirements et des règlements de compte internes qui secoueront les autres organisations. Elle aura en revanche l'inconvénient de les dispenser de formuler leur

propre argumentaire théorique: le marxisme-léninisme de type soviétique leur suffira. Il en résultera une absence d'inventivité idéologique et intellectuelle qui caractérisera leur relation au politique.

- 8 En fait jusqu'à 1980 les FARC ne rompent pas vraiment avec leur style antérieur d'autodéfense. Cantonnées dans les périphéries, elles n'inquiètent guère le régime.

La mutation des années 1980

- 9 Leur saut qualitatif et quantitatif n'intervient qu'en 1982 : cette année-là, à leur septième conférence, les FARC décident de multiplier par deux le nombre de leurs fronts et élaborent un plan stratégique pour prendre le pouvoir en quelques années. Les modifications du contexte international et national peuvent expliquer cette évolution: aggravation des conflits centre-américains, durcissement répressif du régime colombien en réponse à la montée des mouvements sociaux et aux tentatives du M19 de porter pour la première fois la lutte armée dans les villes. Ce qui va pourtant changer la Colombie en profondeur, c'est avant tout la pénétration croissante de l'économie de la drogue, au début à travers les laboratoires et les routes d'exportation, puis de plus en plus par l'extension des cultures. Corruption et terrorisme des cartels vont à la fin des années 1980 ébranler les institutions, ce que les guérillas n'étaient pas parvenues à faire en dehors de quelques actions d'éclat du M19 comme la prise du Palais de Justice en 1985.
- 10 La réorientation des FARC suppose qu'elles se dotent elles-mêmes des ressources économiques qui leur manquaient jusqu'ici. Les enlèvements avec rançons, le racket, le détournement des finances locales là où elles peuvent s'infiltrer dans les administrations, deviennent quelques-unes de leurs pratiques routinières. L'économie de la drogue va cependant prendre une part croissante dans leurs revenus, d'abord grâce aux qu'elles prélèvent sur les cultivateurs de coca et sur les trafiquants, puis à partir de 1994 grâce à leur implication à toutes les étapes, de la production et des laboratoires jusqu'aux routes de sortie.
- 11 L'économie de la drogue ne leur assure pas seulement des ressources économiques, elle leur donne le moyen d'élargir leur assise sociale. Les nouveaux venus des régions de culture sont loin d'être toujours des « paysans » à l'ancienne : tous ne sont pas des ruraux et beaucoup arrivent avec l'illusion de pouvoir accumuler rapidement quelque argent et repartir ensuite. L'activité illégale ne peut cependant se développer si la population ne dispose pas d'une « protection » qui limite les risques d'anomie ainsi que les abus des trafiquants ou des forces de l'ordre. Les FARC deviennent ces « protecteurs ». Le travail de persuasion politique passe fréquemment au second plan mais elles acquièrent une capacité de contrôle social sans précédent et un abondant vivier de recrutement rural. Les jeunes qui possèdent un niveau d'éducation rudimentaire voire nul et sont dépourvus de la possibilité d'accéder à des emplois légaux voient en elles une manière de quasi-État qui définit leur horizon. En 2000, plus de 80 % de leurs effectifs, y compris ceux des cadres proviennent de cet univers rural. Cette homogénéité sociale est un facteur supplémentaire de cohésion organisationnelle.
- 12 Le contrôle social exercé par les FARC dans leurs zones d'implantation stable n'est bien sûr pas exempt de contrainte. Celle-ci devient encore plus manifeste dans les régions que les FARC s'efforcent de conquérir: elles y usent de la force sans se soucier des sentiments de la population et sans toujours lui apporter en contrepartie la sécurité ou d'autres

avantages notables. L'intimidation, voire la terreur, prévaut aisément, avec son cortège d'enlèvements et d'exécutions.

Vers le primat de la stratégie militaire

- 13 À la fin des années 1990 se produit un autre changement: la tutelle du parti communiste sur les FARC disparaît et la guérilla devient pleinement autonome. Les FARC et le parti avaient pourtant tenté de créer en 1985 une formation politique plus ouverte, l'Union Patriotique, à la faveur d'une trêve provisoire conclue avec le gouvernement. Mais, cette formation avait vite été la cible d'une campagne d'extermination menée par une coalition de forces « obscures » comprenant membres des forces de l'ordre, politiciens locaux, narcotrafiquants: au moins 2 500 de ses adhérents avaient été assassinés, au premier rang desquels les cadres et les militants du parti. Celui-ci en sort exsangue. Les FARC ne cessent au contraire de monter en puissance territorialement et militairement. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant qu'elles prennent entre leurs mains la direction stratégique. Mais, en guise d'orientation politique, elles préfèrent opter clairement en faveur du primat d'une stratégie proprement militaire. Outre la tragédie de l'Union Patriotique, la mort (naturelle) de Jacobo Arenas les y incite. La dislocation de l'Union Soviétique les laisse par ailleurs sans modèle et l'essoufflement des conflits d'Amérique centrale met fin aux rêves de révolution continentale. En 1990-1991 ces événements conduisent le M19 et l'EPL à renoncer aux armes. Les FARC et l'ELN poursuivent donc seules le combat.
- 14 Toutes deux entendent profiter du profond ébranlement des institutions colombiennes depuis 1985 à la suite du terrorisme à grande échelle déployé par le cartel de Medellín et ses réseaux alliés. La réunion d'une Constituante en 1991 a certes permis leur rénovation en profondeur mais sans interrompre les dynamiques de violence.
- 15 L'évolution de l'ELN ne sera pas abordée ici: on se contentera de souligner qu'après avoir elle aussi dominé des territoires de grande importance économique et avoir fait preuve d'une considérable combativité – après avoir également fait des enlèvements une de ses pratiques préférées –, elle a subi de plein fouet à la fin des années 1990 l'assaut paramilitaire et y a perdu l'essentiel de son potentiel militaire. En 2006, le gouvernement d'Alvaro Uribe a voulu parvenir avec elle à un accord négocié, mais sans succès.
- 16 Les FARC disposent d'un potentiel d'action bien supérieur. À partir du milieu des années 1980 leur expansion territoriale est impressionnante. Elle concerne les zones de production des matières premières d'exportation: bananes dans l'Urabá au nord de l'Antioquia, pétrole dans l'Arauca, nickel et charbon dans la Guajira. Elle affecte plusieurs zones d'élevage extensif, notamment les départements du Córdoba et du Sucre). Elle vise encore et toujours les zones dans lesquelles se propage la culture de la coca, et en particulier dans les années 1990 les régions limitrophes du Venezuela (le département du Nord du Santander) et de l'Équateur (les départements du Putumayo et du Nariño). Elle a de plus en plus pour objectif principal la maîtrise de couloirs stratégiques, vers l'océan atlantique d'abord, vers l'océan pacifique ensuite (à travers le Nariño et le Chocó), par lesquels sort la drogue et entrent les armes. Cette implantation n'a plus rien de comparable avec les foyers initiaux de guérilla ni avec les zones de colonisation du sud du pays. Les FARC font sentir leur présence dans la moitié des communes colombiennes

Stratégie et expansion territoriale des FARC

Source: Camilo Echandia, 2006, p. 55

- 17 La prépondérance des calculs stratégiques conduit du reste les FARC à délaissier encore davantage le travail politique d'endoctrinement au profit de la seule emprise par la force. En fait, elles s'orientent vers un dessein proprement militaire.
- 18 Le primat du militaire présente pour elles l'avantage de faciliter le maintien de leur cohésion. Prendre le pouvoir par les armes leur tient donc lieu de programme. Lors de leur huitième « conférence » en 1993, les FARC confirment leur décision de lancer une offensive générale contre le régime.
- 19 Cela se traduit de 1995 à 1999 par l'abandon des tactiques habituelles de guérilla en faveur d'attaques massives regroupant des centaines, parfois même un millier de guérilleros, et par des victoires militaires retentissantes: prise de garnisons militaires et de centaines de prisonniers, destruction d'unités d'élite, occupation de nombreuses bourgades. Dans le même temps, les FARC entreprennent d'encercler les principales villes et d'y recruter des « jeunes » dans le cadre des « milices bolivariennes ». Plusieurs analystes prédisent que les FARC pourraient bien s'emparer effectivement du pouvoir. En 1998, le gouvernement paraît lui-même le redouter suffisamment pour décider d'entamer des négociations et n'hésite pas pour cela à démilitariser une zone de 42 000 km² comme l'exige la guérilla. Celle-ci ne plus se targuer seulement de sa longévité et de sa cohésion mais aussi celui d'avoir mené une stratégie qui a mis le gouvernement aux abois. Ses effectifs atteignent alors 17 000 membres.

Les coûts de l'incapacité politique

- 20 Ce moment est pourtant celui où les carences politiques des FARC se révèlent. Pendant trois ans et demi, les négociations leur permettent d'être reconnues comme « acteur politique » et de disposer d'une tribune politique: elles s'avèrent incapables de formuler de nouvelles propositions ou de faire des gestes qui élargiraient leur audience. Se contentant de rappeler leurs vieilles revendications agraires, elles témoignent sans cesse de leur ignorance vis-à-vis de la Colombie urbaine et moderne, voire de leur mépris à son égard. Loin de chercher à rallier la « société civile », elles proclament qu'elles sont « la société civile en armes ».
- 21 Dans ces conditions, l'opinion publique qui avait accueilli favorablement ce qui avait été prématurément baptisé « processus de paix » s'en détourne et attribue la responsabilité de son piétinement aux seules FARC. La frustration se mue en exaspération quand la guérilla paraît surtout chercher à profiter des pourparlers pour étendre son emprise et constituer des « territoires libérés » en assassinant les élus locaux ou en les obligeant à se réfugier ailleurs. À quoi s'ajoutent la poursuite des enlèvements et des destructions de bourgades. Ainsi se prépare le basculement complet de l'opinion. La rupture des négociations en février 2002 est accueillie avec soulagement. Critique acerbe du « processus de paix », Alvaro Uribe, qui avait longtemps fait figure de simple outsider pour l'élection présidentielle de 2002, devient le porte-parole de cette colère et l'emporte dès le premier tour.
- 22 Cette élection constitue un tournant politique majeur. Jusqu'alors, le régime avait toujours alterné les moments de recherche d'une solution négociée avec les guérillas avec ceux d'affrontement. Partisan déclaré d'une solution militaire au problème des guérillas, Uribe est, lui, résolu à tout faire pour aboutir à leur affaiblissement définitif. Cette politique va lui valoir une popularité sans précédent et, suite à une révision de la constitution, une réélection encore plus aisée en 2006. En ce sens la dernière phase s'amorce moins sur le terrain militaire que sur le terrain politique.

Du repli à la démoralisation

- 23 Les revers militaires des FARC ne tardent pas. La stratégie d'Uribe tient dans une expression: la « sécurité démocratique » et celle-ci passe avant tout par la modernisation des forces armées colombiennes. Une modernisation en réalité déjà entreprise pendant le gouvernement de son prédécesseur Andrés Pastrana. Dès 1999, l'acquisition par l'armée de nouveaux moyens aériens oblige les FARC à renoncer aux attaques massives et à revenir aux tactiques de guérilla. Mais l'inflexion décisive date de l'adoption en 2000 du Plan Colombie qui prévoit une aide nord-américaine d'un milliard de dollars par an. Destinée en principe à la destruction des plantations de drogue, l'aide contribue simultanément à la fourniture d'armements performants qui servent aussi contre la guérilla. Elle s'ajoute à l'accroissement soutenu du budget militaire colombien – un des plus faibles de l'Amérique Latine jusqu'en 1992, il devient une des plus élevés au monde en 2008 avec 6,2 % du PIB. Les effectifs militaires sont en accroissement constant, le pourcentage de soldats professionnels augmente simultanément, des postes militaires et policiers sont implantés ou réimplantés dans toutes les communes, la coordination interarmes progresse, des d'unités adaptées aux divers terrains de combat sont

constituées, le renseignement sous toutes ses formes, humain et technique, s'améliore. Dès 2002-2003, les premiers résultats apparaissent: l'encerclement des grandes villes est brisé, la sécurité revient progressivement sur les grands axes routiers.

- 24 Toutefois, jusqu'à 2004 l'affaiblissement militaire des FARC doit moins à cette modernisation qu'aux actions menées par les groupes dits « paramilitaires ». De tels groupes existent depuis le début des années 1980. Mais vers 1993, ils commencent à prendre plus d'ampleur et en 1997 entreprennent de coordonner leurs opérations contre la « subversion » en formant les AUC (Autodéfenses Unies de Colombie). Financés par les réseaux de narcotrafic, dirigés du reste de plus en plus par certains de leurs plus importants *capos*, les paramilitaires visent à récupérer les régions tenues par les guérillas, non pas en affrontant celles-ci directement, mais en faisant le vide autour d'elles. L'emploi de la terreur contre la population civile, les massacres systématiques, les atrocités comparables à celles de la *Violencia*, sont à la base de leur contre-offensive. Outre les milliers de victimes, ces méthodes aboutissent à des transferts massifs de population. On estime actuellement à deux ou trois millions le nombre de personnes « déplacées » et, si les guérillas y ont leur part, celle des paramilitaires représente les quatre cinquièmes des cas.
- 25 Dès 2000, les paramilitaires réussissent ainsi refouler les guérillas des régions-clef comme l'Uraba au nord du pays ou la vallée du Moyen Magdalena. Ils poursuivent ensuite leurs actions jusque dans les fiefs des FARC dans le sud et à l'ouest de la Colombie. Ce faisant, ils ne se contentent pas d'obliger la guérilla à se replier territorialement, ils sapent la logique de protection sur laquelle elle étayait son emprise et font qu'elle cède de plus en plus la place à la coercition. La peur gouverne aussi nombre de leurs zones d'influence. Le profil social des jeunes guérilleros n'est guère différent de celui des jeunes paramilitaires. Les frontières qui marquent le pouvoir de chaque camp deviennent mouvantes et incertaines. Elles deviennent également poreuses. Il ne manque pas d'exemples de guérilleros qui rallient les paramilitaires et leur servent ensuite d'informateurs. Les uns et les autres se disputent âprement zones de culture de coca et routes d'exportation, et ce n'est pas un hasard si le conflit, particulièrement brutal, s'y prolonge encore maintenant. Les hostilités n'y sont cependant pas exemptes de transactions: elles sont rendues inévitables par la participation conjointe au trafic.
- 26 L'avancée si rapide des paramilitaires n'aurait pu se produire si ils n'avaient bénéficié d'un large soutien des élites locales et nationales. À partir de 2007, l'étendue des collusions commence à apparaître au grand jour sous la dénomination de « parapolitique ». Nombreux sont les élus qui ne doivent leur succès qu'aux pactes qu'ils ont conclus avec les paramilitaires. D'ores et déjà 60 membres du Congrès sont mis en examen ou inculpés; parmi eux, se trouvent maints proches du président Uribe. Mais cette avancée se serait encore moins réalisée sans la tolérance et souvent la participation de nombreux militaires y compris de haut rang. C'est un autre scandale qui est en train d'éclater. Les ONG des droits de l'homme avaient depuis longtemps dénoncé cette collaboration, mais les preuves s'accumulent désormais de l'implication directe de militaires dans les atrocités et les massacres. En 2005, le gouvernement a certes obtenu la démobilisation de 30 000 paramilitaires grâce à l'adoption d'une loi de « Justice et Vérité » qui, moyennant l'aveu des crimes, limite les peines à huit ans de prison quelle qu'en soit la gravité. Cette démobilisation permet la chute du nombre de massacres et des assassinats. Cependant de nouveaux groupes mi-paramilitaires, mi-narcotrafiquants, se sont formés, dont des effectifs atteindraient déjà 10 000 personnes. Fait plus grave: le

phénomène paramilitaire ne se réduit plus à l'existence de bandes armées, il imprègne des pans entiers de la société. Le moins que l'on puisse dire est que la politique de « sécurité démocratique » comporte une face obscure.

- 27 De surcroît, la modernisation militaire commence à faire sentir pleinement ses effets à partir de 2004. Les forces armées lancent des grandes opérations associant bombardements et actions terrestres destinées à atteindre les bastions les plus reculés des FARC. Elles cherchent aussi à atteindre les cadres de la guérilla. Cette double stratégie commence à remporter d'importants succès en 2007. Bien des fronts des FARC sont mis en difficulté. Plusieurs commandants et cadres connus des FARC sont tués ou capturés. En 2008, les résultats deviennent encore plus spectaculaires. Des fronts se décomposent et, pour la première fois, deux membres du « Secrétariat » – la direction des FARC – sont tués, Raúl Reyes et Iván Ríos. Le premier, qui était le responsable international des FARC, lors d'une attaque du campement qu'il avait établi en territoire équatorien; le second, assassiné par son garde du corps quelques jours après.
- 28 La démoralisation d'une partie des guérilleros est en fait de plus en plus patente. Leurs ressources économiques diminuent à cause de la perte de territoires et de la raréfaction des enlèvements. Le contraste entre les fronts riches grâce à leur implication dans le narcotrafic et les autres se fait de plus en plus sensible mais pour presque tous les guérilleros les conditions de vie relèvent de la misère. Le recrutement se fait plus malaisé et s'opère souvent parmi des mineurs. Les désertions se comptent désormais chaque année par centaines, voire par milliers; elles concernent souvent des commandants et des combattants aguerris, parfois attirés par le système de récompenses mis en place par le gouvernement. Selon les estimations officielles les effectifs seraient tombés en dessous de 9 000.
- 29 La mort de Marulanda, en mars 2008 d'après les FARC, ne peut qu'accentuer le désarroi. Ayant exercé jusqu'au bout une autorité incontestée, il incarnait l'histoire de la guérilla et cette histoire tenait lieu de doctrine. Avec deux soubassements: la vision « paysanniste » et le ressentiment envers les élites.
- 30 La désignation rapide d'un successeur, Alfonso Cano, membre de la direction depuis les années 1980 mais dépourvu de la même aura, prouve à tout le moins le souci de la guérilla d'afficher encore sa cohésion.

L'échec de la « politique des otages »

- 31 En 2000, les FARC avaient inventé une nouvelle catégorie d'otages, les « otages dits politiques », des membres des forces de l'ordre mais surtout des élus ou responsables politiques, parmi lesquels Ingrid Betancourt.. Leur nombre va atteindre la cinquantaine. Elles entendaient ainsi disposer d'un moyen supplémentaire de pression sur le gouvernement pour exiger le cas échéant un « échange humanitaire » entre eux et les prisonniers de la guérilla détenus dans les prisons colombiennes. À partir de 2007 les FARC convertissent le problème de « l'échange humanitaire » en priorité. Affaiblies politiquement et militairement, elles sont en réalité depuis 2007 en quête d'une porte de sortie politique. Elles peuvent espérer que le problème leur permettra une reconnaissance internationale de leur qualité de « partie belligérante » en suscitant l'entremise de pays étrangers, du Venezuela de Chávez en premier lieu mais aussi d'une France mobilisée par le drame d'Ingrid Betancourt. Il serait trop long de rappeler les

rebondissements qui s'en sont suivis. On se contentera d'en énumérer les principaux: intervention de Hugo Chávez comme médiateur officiel puis comme « facilitateur » de facto; brouille de Chávez avec la Colombie à la fin de 2007; rupture des relations diplomatiques du Venezuela et de l'Équateur avec la Colombie à la suite de la mort de Reyes en territoire équatorien; entre temps libération de plusieurs otages par l'entremise de Chávez; pour finir, coup de théâtre de l'opération militaire du 2 juillet qui aboutit à la libération d'Ingrid Betancourt et de quatorze autres otages « politiques ».

- 32 En définitive, ce sont les FARC et Chávez qui perdent la partie. Les « preuves de vie » des otages que la guérilla divulgue à la fin de 2007 ruinent leur image en révélant les traitements cruels qu'elles leur infligent. Les archives extraites des ordinateurs de Raul Reyes dévoilent les liens de Chavez avec la guérilla et en font un « facilitateur » douteux. Mais c'est bien la libération d'Ingrid Betancourt qui les prive de leur carte maîtresse et ruine leurs espoirs d'accéder à la scène politique internationale.
- 33 Il serait cependant prématuré d'en conclure que la violence touche à sa fin. Le Plan Colombie se solde par un échec complet en ce qui concerne la drogue: la production et le trafic de cocaïne n'ont guère faibli. Leurs revenus continuent donc à irriguer, outre la corruption, les réseaux illégaux les plus divers. La déliquescence de plusieurs fronts des FARC a toute chance de provoquer la dérive de leurs membres vers les réseaux de narcotrafiquants ou les nouveaux groupes paramilitaires. C'est déjà clairement le cas dans plusieurs régions.
- 34 Il serait de même hâtif d'en conclure à l'extinction des FARC. Il n'est sans doute pas exclu que des divisions s'instaurent entre les dirigeants actuels ou que la pression des forces armées ne leur laisse pas les moyens d'asseoir leur autorité. Mais certains de ces dirigeants peuvent aussi être résolus à poursuivre la lutte contre le régime, et en tout cas contre le gouvernement actuel. Convaincus qu'Uribe sera tôt ou tard atteint par le scandale du paramilitarisme et que, malgré ses ambitions de plus en plus manifestes, il ne parviendra pas à obtenir un troisième mandat, ils peuvent faire le pari qu'ils pourront se retrouver en meilleure position s'ils tiennent encore quelque temps.
- 35 Après tout, Marulanda a toujours été partisan d'une stratégie de « guerre prolongée ». Il est parvenu effectivement à la mener pendant un demi-siècle, ce qui représente déjà une sorte de prouesse. Ceux qui viennent de prendre son relais peuvent estimer que la prolonger encore serait lui rendre un hommage posthume.

BIBLIOGRAPHIE

Blanquer, J-M. et Gros, C. (sous la direction de), *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, Editions de l'IHEAL, 1997.

Corporación Observatorio para la paz, *Las verdaderas intenciones de las FARC*, Bogotá, Intermedio, 1999.

Dureau F., Barbary O., Gouëset V. et Pissotat O. (sous la direction de), *Villes et sociétés en mutation. Lectures croisées sur la Colombie*, Paris, Anthropos-Economica, 2004.

- Dudley, S., *Walking Ghosts, Murder and Guerrilla Politics*, New York, Routledge, 2006.
- Echandia Castilla, C., *Dos décadas de escalamiento del conflicto armado en Colombia, 1986-2006*, Bogotá., Universidad Externado, 2007.
- González F. E., Bolívar J. et Vásquez T., *Violencia Política en Colombia, De la nación fragmentada a la construcción del Estado*, Bogotá, 2002.
- Instituto des Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI), *Nuestras guerras sin nombre. Transformaciones del conflicto en Colombia*, Norma, 2006.
- Lazzeri, P., *Le conflit armé en Colombia et la communauté internationale*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- Pécaut D., *Guerra contra la sociedad*, Bogotá, Espasa Hoy, 2001.
- Pécaut, D., « Les Farc : réflexions sur leur longévité et leur cohésion politico-militaire », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 68, Printemps 2008, p.103-138.
- Pécaut D., *Les FARC, une guérilla sans fins ?*, Paris, Lignes de Repère, 2008.
- Pizarro Leongómez, E., *Una democracia asediada, Balance y perspectivas del conflicto armado en Colombia*, Bogotá., Norma, 2004.

NOTES

1. En référence à la date de l'élection présidentielle de 1970 dont le M19 estime que le vainqueur aurait du être le général Rojas Pinilla, à tendance populiste, si la fraude n'avait pas prévalu.

RÉSUMÉS

Alors que les FARC n'ont été au départ qu'un petit groupe de résistance paysanne, leur implication croissante dans l'économie de la drogue leur a permis à partir de 1980 de se transformer en une puissante organisation implantée dans une grande partie du territoire et capable de mener d'importantes opérations offensives contre le régime. Leur repli actuel tient moins au succès des forces armées qu'aux actions de terreur paramilitaires et à leur incapacité à construire une stratégie politique crédible.

INDEX

Mots-clés : Colombie, drogue, FARC, paramilitaires, violence

AUTEUR

DANIEL PÉCAUT

Daniel Pécaut (daniel.pecaut@ehess.fr) est Directeur d'Etudes à l'EHESS, il a notamment publié sur le sujet :

- *e 1930-1953*,

Paris, Editions de l'EHESS, 1987.

il, Paris,

Editions de la M.S.H., 1989 .

- *Guerra contra la Sociedad*, Bogotá, Editorial Planeta, 2001.

- *Violencia y Política, Ensayos sobre el conflicto colombiano*, Medellín Hombre Nuevo Editores, 2003.

- *ez*,

Bogotá, Planeta, 2003.

- *litico-*

militaire, Problèmes d'Amérique Latine, 68, printemps 2008, p. 103-138.

- *Les Farc, une guérilla sans fins ?*, Paris, Lignes de Repères, 2008.